

La Roumanie rejette les mises en garde des Etats-Unis sur la justice

La majorité au pouvoir veut réduire les prérogatives du parquet anticorruption

BUCAREST - *correspondant* sans précédent.

Les Etats-Unis se sont invités dans les débats sur la lutte anticorruption qui fracturent la Roumanie. « Nous appelons le Parlement roumain à rejeter les propositions qui affaiblissent l'Etat de droit et mettent en danger la lutte contre la corruption », a affirmé, lundi 27 novembre, dans un communiqué, le département d'Etat américain. Ce projet de loi menace les progrès réalisés ces dernières années par la Roumanie pour bâtir des institutions judiciaires solides à l'abri des ingérences politiques. Trois projets de loi voulus par la majorité sociale-démocrate et actuellement en débat au Parlement prévoient de réformer le système judiciaire et de réduire les pouvoirs de la direction nationale anticorruption (DNA).

Le 26 novembre, des dizaines de milliers de Roumains avaient pris d'assaut les rues de Bucarest et de plusieurs autres grandes villes pour crier leur opposition à cette réforme. « Voleurs! », « Démission! », « A bas la peste rouge! », avaient-ils crié devant le siège du gouvernement, où ils se rassemblent régulièrement en fin de semaine. Le gouvernement social-démocrate avait déjà lancé en janvier une première offensive pour assouplir la législation anticorruption, mais il avait dû reculer face à une contestation de la rue

« Etat parallèle »

Très populaire en Roumanie, le Parquet national anticorruption a lancé, il y a plusieurs années, une opération « mains propres » qui a permis d'envoyer derrière les barreaux plusieurs centaines d'hommes politiques, députés, ministres et fonctionnaires publics.

Condamné pour fraude électorale et visé par deux enquêtes pour corruption, le chef du Parti social-démocrate (PSD), Liviu Dragnea, n'a jamais caché son aversion pour le DNA. « Nous avons affaire à un Etat parallèle et illégitime qui essaie de prendre le contrôle du pouvoir politique », a ainsi affirmé le PSD dans le communiqué annonçant les projets de loi, rendu public le 20 novembre. Les représentants de cet Etat parallèle veulent contrôler le pouvoir politique et judiciaire. « C'est une mauvaise blague », a rétorqué le président libéral et farouche adversaire du PSD, Klaus Iohannis. Il n'y a pas d'Etat parallèle, mais des gens qui veulent accaparer le pouvoir et qui jouent aux victimes. »

En plus de manier cette rhétorique agressive, les sociaux-démocrates menacent désormais de mobiliser leur électorat afin d'organiser des contre-manifestations les 9 et 10 décembre. A 55 ans, Liviu Dragnea n'a pas pu devenir premier ministre malgré sa large victoire aux législatives de décem-

bre 2016 en raison de sa condamnation à deux ans de prison avec sursis pour fraude électorale. Il avait dû se contenter de prendre la présidence de la Chambre des députés, poste duquel il contrôle en coulisses le gouvernement roumain. Le 13 novembre, le DNA a ouvert une nouvelle enquête contre lui pour avoir détourné 21 millions d'euros de fonds européens destinés à la réfection de route. Cette enquête a été menée en concertation avec l'Office européen de lutte antifraude, basé à Bruxelles. Dans ce dossier, le DNA a ordonné la saisie conservatoire des biens de M. Dragnea à hauteur de 27 millions d'euros.

Avec son allié Calin Popescu-Tariceanu, président du Sénat, lui aussi accusé officiellement de corruption, M. Dragnea a rejeté toutes les critiques de Washington et accusé les Etats-Unis d'ingérence. « Les décisions du Parlement sont prises au nom de la souveraineté du peuple et ne peuvent pas faire l'objet de pressions », affirment-ils dans une lettre commune.

Face aux menaces judiciaires, les sociaux-démocrates roumains se sont mis ces derniers mois à multiplier les discours anti-américains et antieuropéens, ou à accuser les multinationales et les étrangers de tous les maux du pays. Une rhétorique nationaliste inédite dans ce pays jusqu'ici réputé pour son inébranlable ancrage euroatlantique. ■

MIREL BRAN